

1987, chapitre 126

LOI CONCERNANT LA VILLE DE SAINT-GEORGES

Projet de loi 212

présenté par M. Jean Audet, député de Beauce-Nord

Présenté le 10 juin 1987

Principe adopté le 23 juin 1987

Adopté le 23 juin 1987

Sanctionné le 23 juin 1987

Entrée en vigueur: le 23 juin 1987

Loi modifiée:

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 126

Loi concernant la ville de Saint-Georges

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

Préambule ATTENDU QUE la ville de Saint-Georges a intérêt à ce que certains pouvoirs particuliers lui soient accordés relativement à l'approvisionnement de l'eau;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**c. C-19,
a. 444, mod.
pour la ville** **1.** Le deuxième alinéa de l'article 444 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est remplacé pour la ville de Saint-Georges par les suivants:

**Durée du
transfert** « La durée du transfert des droits et pouvoirs prévu au premier alinéa ne peut excéder dix ans.

**Enregistre-
ment** Ce règlement doit faire l'objet de la procédure d'enregistrement prévue aux articles 370 à 384 et être approuvé par le ministre des Affaires municipales.

**Vote sur le
règlement** Sont habiles à voter sur le règlement les locataires et les propriétaires d'un immeuble situé dans le territoire de la municipalité et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne.

**Inscription
des proprié-
taires et des
locataires** Les propriétaires doivent être inscrits au rôle d'évaluation et les locataires inscrits à l'annexe à la liste électorale, après sa révision.

Dispositions
applicables Lorsque, par l'application des articles 370 à 384, le vote est demandé,
les articles 385 à 396 s'appliquent, compte tenu des adaptations
nécessaires. ».

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 23 juin 1987.